

Conseil national du PCF
13 septembre 2007

Bernard Calabuig, Val d'Oise

Les conditions de la riposte à la politique de Sarkozy

La riposte à laquelle nous voulons contribuer ne peut se penser comme un supplétif du syndicalisme. Elle doit être indissociable du travail que nous devons engager et des signes forts que nous devons donner sur la perspective politique. En l'absence de volonté clairement affirmée de dégager une alternative à la politique de Sarkozy il n'y aura pas de mobilisation sociale au niveau des enjeux. N'oublions pas que la contre-révolution conservatrice menée par Thatcher dans le début des années 80 a abouti, malgré les mobilisations sociales, par défaut d'alternative politique. Le rassemblement du 27 octobre n'a d'intérêt que s'il permet déjà de contribuer au rassemblement des hommes et des femmes de gauche qui refusent tout à la fois les dérives libérales du PS et l'enfermement dans une contestation sans issue de la LCR. Or, le fait que nous décidions seuls de la date et de la forme de l'initiative ne créent pas les meilleures conditions d'un rassemblement optimum. Je sais que tout ne dépend pas de nous, et je n'ai pas envie de gommer les obstacles, notamment l'absence de projet que nourrit l'incapacité des forces de transformation à penser l'issue à la crise du capitalisme, ni les divisions profondes. La direction du PS dresse un mur contre la LCR tandis que cette dernière reste dans les clous de sa ligne politique originelle, « rien avec le PS », Besancenot appelle à des comités de vigilances, le PS à des comités de liaisons, et nous à des comités de ripostes. Besancenot annonce une manifestation en octobre et nous un rassemblement le 27 octobre. La question pour moi étant de savoir si nous allons affirmer, dans le discours et dans les actes, notre volonté de créer de la convergence, c'est-à-dire de l'efficacité.

Je veux dire quelques mots sur la gravité de ce qui se trame concernant l'école : la lettre de N. Sarkozy aux éducateurs vise, en noircissant volontairement le diagnostic, à préparer des réformes régressives de façon décomplexée. Malgré les inégalités persistantes, notre système est loin d'être à l'agonie, il est jugé encore trop dispensateur « *d'une accumulation sans fin de connaissances* » pour citer Sarkozy, insuffisamment sélectif, il faut en finir avec « *l'illusion démocratique* » c'est encore Sarkozy qui parle. C'est une école refondée pour répondre aux exigences du néolibéralisme, une doctrine scolaire qui assume ouvertement la sélection et la promotion des élites au détriment du plus grand nombre dans un système éducatif qui ne tentera plus de masquer son caractère ségrégatif. C'est la fin du compromis républicain issu de la résistance et du plan Langevin-Wallon : *La culture commune du plus haut niveau possible pour chacun, conçue prioritairement comme élément d'épanouissement des individus*. Sarkozy appelle à fonder l'école du 21^e siècle générant une main d'oeuvre idéologiquement docile, techniquement qualifiée et compétitive à chaque niveau de la hiérarchie du travail. C'est un projet hautement politique, en cohérence avec les exigences du MEDEF. On tente de faire passer ce projet avec la brosse à reluire en direction des personnels, on parle « *pouvoir d'achat, merveilleux métier d'enseignant* », dans le même temps on programme la disparition de 11500 postes pour la prochaine rentrée et aussi l'abandon du « *carcan des statuts* ». Le réseau école prend l'initiative d'un calendrier de rencontres avec les syndicats et partis politiques de gauche, pour confronter nos points de vue sur cette question et voir ce qu'il est possible de faire ensemble, c'est vrai aussi sur les questions de l'enseignement supérieur et des mobilisations possibles face à la réforme universitaire.

Si vous me le permettez, deux mots sur l'hommage à Guy Môquet : pour moi cela ne fait aucun doute qu'il faille y participer. L'histoire de la résistance n'appartient ni à Sarkozy, ni au parti communiste, mais à notre peuple. Néanmoins cette initiative n'est pas sans soulever de nombreuses questions, il ne faut pas légitimer l'esprit dans lequel le gouvernement le fait. La lettre de cadrage de Darcos est claire : Le ministre ne dit pas explicitement qu'il faut lire le passage du discours de Sarkozy sur « *Aimez la France* », mais le discours du chef de l'Etat est ciblé sur la façon dont la mémoire de Guy Môquet et de ses compagnons doit-être évoquée. Notons que le mot compagnon qui renvoie à la résistance Gaulliste remplace le mot camarade. Au moment où l'on réduit le niveau de culture commune, notamment l'histoire, qui elle seule peut faire comprendre la profondeur des engagements de la résistance, les idéaux de libération et le caractère internationaliste du combat, des lettres de jeunes résistants lues en dehors du contexte ne peut que susciter une émotion vide de réflexion. Pire, le combat de Guy Môquet peut être dévoyé en argument d'autorité pour transmettre une vision nationaliste de la France, voire pour soumettre la jeunesse de notre pays. Il y a, de ce point de vue, un véritable défi à relever.